



SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Ain"



FONDS DE SOLIDARITÉ



Données au 23/12/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 11 373 581 845 euros

Nombre d'aides : 6 180 404

Nombre d'entreprises : 1 877 566

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes





Montant total: 1 402 942 318 euros

Nombre d'aides: 763 150

Nombre d'entreprises : 242 140

Niveau Départemental : Ain

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 77 313 372 euros

Nombre d'aides: 43 104

Nombre d'entreprises : 14 523



PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT

PHI ANC

Données au 27/11/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020. Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 125 949 429 758 euros

Nombre de prêts : 622 167

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes





Montant total: 13 661 171 851 euros

Nombre de prêts : 80 610

Niveau Départemental : Ain

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 956 234 038 euros

Nombre de prêts : 5 248



REPORTS D'ÉCHÉANCES FISCALES



Données au 10/12/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr

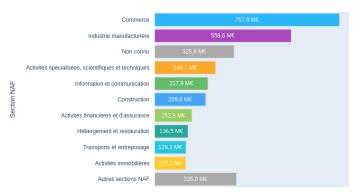


Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 3 199 614 200 euros

Nombre de reports : 96 694

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes





Montant total: 349 387 643 euros

Nombre de reports : 10 259

Niveau Départemental : Ain

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 19 238 790 euros

Nombre de reports : 520



AIDES AUX ARTISANS, COMMERÇANTS

PANC PANCY

Données au 30/09/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

<u>Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr</u>

Niveau National





Montant total: 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes





Montant total: 143 685 470 euros

Nombre d'aides: 170 777

Niveau Départemental : Ain

Top 10 des aides CPSTI ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 10 683 909 euros

Nombre d'aides: 12 413



ACTIVITÉ PARTIELLE



Données au 08/12/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement.

Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes

